

## EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE SUR LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES ET FONCIERES DANS LE CANTON BANDA (MOYEN-CHARI, TCHAD)

\*Innocent NANGOMDÉ<sup>1</sup> et Romain GOUATAINE SEINGUÉ<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Doctorant à l'Université de Ngaoundéré au Cameroun, Département de Géographie.

<sup>2</sup>Département de Géographie, Ecole Normale Supérieure de N'Djamena/ Groupe de  
Recherche Espace Climat Environnement (GRECE), ENS N'Djamena

\*B.P : 454 Ngaoundéré, E-mail : [nangomdei@gmail.com](mailto:nangomdei@gmail.com)

### Résumé

Cette étude explore les transformations socio-économiques et foncières suscitées par la Compagnie Sucrière du Tchad (CST) dans le canton de Banda. Elle s'appuie sur une approche mixte combinant une enquête auprès de 80 ménages, des entretiens semi-structurés, des observations pratiques ainsi que l'analyse de divers documents. Les résultats démontrent que la culture de la canne à sucre a considérablement modifié l'économie locale, favorisant une transition d'un modèle agricole basé sur l'autosuffisance vers une économie salariée axée sur les plantations. À présent, une majorité des foyers dépend du revenu associé à la CST, alors que 57,5 % évoquent une réduction de leurs terrains agricoles qui dépasse souvent les 3 hectares.

Ces transformations s'accompagnent d'une escalade des conflits liés à la propriété, d'une augmentation des tensions entre les populations locales et les migrants, ainsi que d'un développement urbain rapide caractérisé par une saturation des services sociaux. Bien que l'industrie agroalimentaire ait favorisé le développement des infrastructures et l'augmentation du taux de scolarisation, elle a aussi exacerbé les inégalités socio-spatiales et affaibli les droits coutumiers liés à la terre. La recherche conclut que la pérennité du développement local reposera sur une gouvernance foncière ouverte, des systèmes de compensation clairs et une planification territoriale qui prend en compte les dynamiques communautaires.

**Mots-clés :** canne à sucre, domaine agro-industriel, propriété terrienne, mouvements communautaires, développement rural, Tchad, géographie du développement.

**Socio-economic effects of sugarcane cultivation on community and land  
dynamics in the Banda canton (Moyen-Chari, Chad)**

### Abstract

This study examines the socioeconomic and land-related changes caused by the Chad Sugar Company (CST) in Banda Canton using a mixed-methods methodology that includes a survey of 80 households, semi-structured interviews, field observations, and documentary analysis. Research indicates that sugarcane cultivation has significantly altered the local economy by

displacing traditional subsistence farming with a wage-based model that primarily depends on the agro-industrial system. More than half of households now primarily rely on CST-related income, while 57.5% of households report losing agricultural land, often more than three hectares.

These trends have accelerated urbanization, heightened tensions between migrants and indigenous people, and intensified land disputes, all of which have put an excessive load on social services. The agro-industry has improved infrastructure and raised school enrollment, but it has also deepened socio-spatial inequality and undermined customary land rights. The study's conclusions indicate that sustainable local development requires inclusive land governance, transparent compensation practices, and territorial planning that takes community dynamics and socio-spatial vulnerabilities into account.

**Keywords:** development geography, Chad, sugarcane, agro-industry, land issues, community dynamics, and rural development.

## **Introduction**

Dans de nombreux pays en développement, le secteur sucrier est stratégique car il se trouve à la croisée de l'économie agricole, de l'aménagement du territoire et des politiques rurales de développement. L'établissement de la Compagnie Sucrière du Tchad (CST) dans les années 1970 au Tchad a instauré un changement radical dans l'arrangement des systèmes de production et dans l'organisation socio-spatiale de la partie sud du pays. Située dans la plaine de Banda, au sein de la province du Moyen-Chari, la CST est l'un des rares complexes agro-industriels organisés au Tchad et reste, en ce sens, un sujet d'étude de choix en matière de géographie du développement.

Les recherches sur les industries agroalimentaires en Afrique sahélienne montrent que ces systèmes de culture, axés sur des produits commerciaux tels que le sucre, le coton, le palmier à huile et l'hévéa, provoquent fréquemment des modifications territoriales significatives. Ceci implique une restructuration de la gestion des terres, une évolution des interactions communautaires et une intensification des inégalités socio-économiques et géographiques (George et al., 1993 ; Bertrand, 1968 ; Vanclay, 2003).

Dans le cas de Banda, la culture de la canne à sucre a instauré un modèle de production capitaliste fondé sur l'emploi salarié, l'encadrement du travail, l'automatisation graduelle et la centralisation des terres. Ce système agro-industriel se différencie du modèle traditionnel d'agriculture familiale locale par sa rationalité et ses visées, ce dernier étant marqué par la polyculture, l'accès fréquent à la terre et la synergie entre l'agriculture, l'élevage et la cueillette des ressources.

Par conséquent, l'étude des impacts de la CST sur la région va bien au-delà du simple aspect agricole et s'étend aux domaines de la géographie sociale, de l'économie politique, de l'urbanisme et des relations foncières. Les problématiques liées à la terre, spécifiquement, se révèlent être un défi majeur

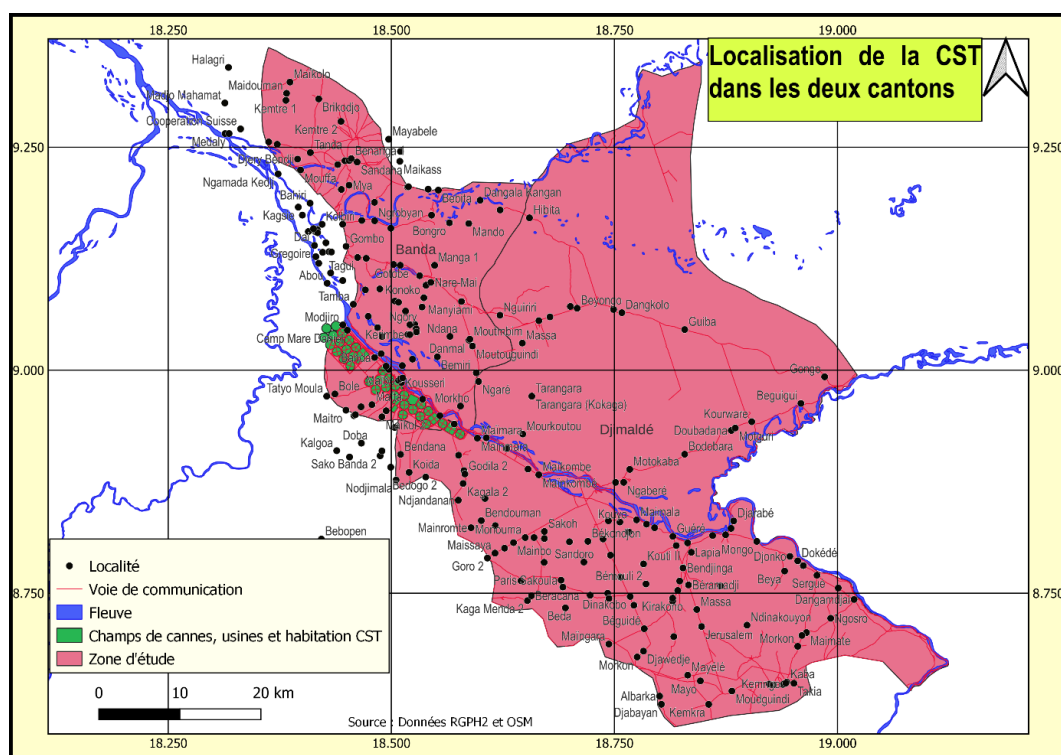
dans les changements actuels : diminution des terres cultivables, conflits entre résidents locaux et migrants, érosion des autorités traditionnelles, changement des normes d'accès au terrain, friction entre droits de coutume et droits contemporains.

Cette recherche offre donc une étude détaillée des changements socio-économiques et fonciers provoqués par la culture de la canne à sucre à Banda, utilisant une approche mixte qui allie des études quantitatives, des interviews qualitatives, des observations sur le terrain, l'étude de documents institutionnels (CST, INSEED, PNUD) ainsi qu'une analyse critique des publications scientifiques concernant les agro-industries africaines et les théories liées aux recompositions territoriales.

L'objectif final est de comprendre comment un pôle agro-industriel peut simultanément stimuler le développement local et créer d'importantes inégalités socio-spatiales. Plus globalement, l'étude révèle les tensions qui existent entre l'industrialisation de l'agriculture et la durabilité sociale dans les campagnes de l'Afrique subsaharienne.

### **1. Localisation de la zone d'étude**

Le canton de Banda est localisé dans le département du Barh-Kôh, qui est inclus dans la province du Moyen-Chari, située au sud du Tchad. Il occupe une position stratégique au cœur de la plaine alluviale qui s'étire entre Sarh (la capitale provinciale) et la frontière avec la Centrafrique. Cette zone se trouve dans la région agroécologique soudano-guinéenne, célèbre pour son importante pluviométrie annuelle (900 à 1100 mm), une période de pluie qui s'étend de mai à octobre, des sols tropicaux ferrugineux plutôt fertiles et une végétation principalement constituée de savane arborée.



*Source : Données RGPH2*

**Figure 1 : Localisation de la CST dans le Canton Banda**

### 1.1. Contexte territorial et socio-économique

Avant l'introduction de la CST, Banda et ses environs suivaient un modèle de production caractéristique des savanes soudaniennes : cultures alimentaires (sorgho, arachide, manioc), l'élevage de petits bétails, les habitudes de cueillette, l'agriculture itinérante par brulis dans certaines régions, les relations communautaires solides axées sur les chefferies traditionnelles.

La communauté, principalement composée de Sara, se structure autour de lignages ancestraux dont les dirigeants contrôlent l'utilisation des terres. Historiquement, ces terrains sont accordés sans frais et sans contraintes d'utilisation tant que la ressource reste disponible.

### 1.2. Transformation territoriale liée à la CST

L'implantation de la CST a engendré une transformation de la plaine de Banda : le pavage des voies d'accès, la formation d'un centre urbain autour du site industriel, l'influx de travailleurs économiques en provenance d'autres régions, la croissance d'une habitation semi-urbaine, l'essor d'activités commerciales répondant aux besoins des employés.

L'aire d'étude englobe un périmètre de 7 km autour de l'usine, intégrant les villages de Camp Maré, Maimanan et Congo Sara.

Cette délimitation représente la sphère d'influence socio-spatiale immédiate du complexe sucrier.

### **1.3. Enjeux fonciers dans la région**

L'implantation du périmètre sucrier dans une plaine fertile, historiquement consacrée à l'agriculture familiale, est source de tensions. Les terres alluviales de Banda possèdent un fort potentiel agricole, rendant les populations locales particulièrement sensibles aux pertes foncières résultant de la concession accordée à la CST. D'après les archives examinées, environ 4 500 hectares ont été attribués à la CST dès les années 1980 (Cabot, 1972). Actuellement, ces terrains correspondent approximativement à un tiers des zones agricoles existantes dans la plaine de Banda. Cette transformation territoriale sert de socle à diverses dynamiques communautaires, économiques et sociales qui seront explorées par la suite dans cet article.

## **2. Méthodologie**

Cette recherche adopte une approche méthodologique intégrant les perspectives qualitative et quantitative, en accord avec les normes de la recherche dans le domaine de la géographie et de l'anthropologie sociale axée sur les dynamiques rurales. L'option de cette méthode hybride est dictée par le besoin d'associer les aspects quantifiables (revenus, catégories d'emplois, superficies perdues, niveaux d'instruction) et les aspects subjectifs (visions de la CST, expériences locales des changements fonciers, conflits sociaux). Le but est de générer une compréhension globale des transformations socio-spatiales provoquées par l'industrie sucrière.

### **2.1. Type d'étude**

L'étude s'appuie sur une recherche à la fois descriptive, analytique et explicative :

- Descriptive, puisqu'elle consigne de manière systématique la situation socio-économique et foncière autour de Banda.
- Analytique, en analysant diverses variables socio-spatiales pour déterminer les relations entre l'établissement agro-industriel et son impact sur les collectivités.
- Elle est explicative, car elle cherche à déchiffrer les processus causaux : comment et pourquoi la CST a un impact sur l'emploi, les revenus, l'urbanisation, les relations foncières et les disparités.

Cette triple approche s'aligne sur l'épistémologie traditionnelle de la géographie rurale, qui examine les transformations territoriales résultant de l'industrialisation agricole.

## 2.2. Cadre conceptuel opérationnel

La méthode repose sur trois notions clés tirées de la géographie du développement :

- a) Le modèle agro-industriel (Bertrand, 1968). Il offre la possibilité d'analyser les changements productifs et spatiaux induits par la CST, dont le raisonnement diverge de celui des agricultures familiales.
- b) La transition dans le domaine agricole (Vanclay, 2003). Elle illumine la transition d'un système agricole traditionnel vers une économie salariale structurée.
- c) Les disparités socio-spatiales (PNUD, 2021). Ces dernières permettent d'apprécier les impacts variés de l'agro-industrie en fonction des classes sociales et des villages.

## 2.3. Délimitation de la zone d'étude

La zone à l'étude couvre un rayon de 7 km autour du complexe industriel et englobe le centre semi-urbain de Banda, les zones résidentielles de **Camp Maré**, **Maimanan** et **Congo Sara** et les petites communautés agricoles situées dans les régions historiquement cultivées avant la mise en place de la CST. Cette délimitation cadre la sphère d'influence socio-économique immédiate de la CST : les déplacements journaliers des employés, les marchés locaux, les terrains affectés, et les zones où se déroulent des conflits liés à la propriété foncière.

## 2.4. Population d'étude

La population visée se compose de trois groupes : les foyers agricoles (qu'ils soient autochtones ou allochtones), les employés de la CST (permanents et saisonniers) et les intervenants institutionnels et communautaires (chefs traditionnels, société civile, autorités administratives).

Cette stratification fournit une vision variée des points de vue et des expériences locales.

## 2.5. Échantillonnage

### 2.5.1. Phase quantitative

L'enquête a été menée auprès de 80 ménages.

L'échantillon a été réparti proportionnellement selon la taille de chaque village :

Village	Population estimée	Ménages enquêtés	%
Banda-centre	12 000	35	43,70%
<b>Camp Maré</b>	4 500	20	25,00%
<b>Maimanan</b>	3 000	15	18,70%
<b>Congo Sara</b>	2 500	10	12,50%
<b>Total</b>	<b>22 000</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

La représentativité est appropriée pour déceler des tendances robustes.

### **2.5.2. Phase qualitative**

15 entrevues semi-dirigées ont été menées, incluant 5 responsables ou superviseurs à la CST, 3 chefs de village, 2 personnes impliquées dans les organisations communautaires, 3 représentants de l'administration locale, 2 commerçantes dynamiques autour de la CST

L'objectif était de rassembler des témoignages détaillés sur la perte de terres, les impacts économiques de la CST, les conflits sociaux et les changements dans le style de vie.

## **2.6. Techniques de collecte des données**

### **2.6.1. Enquête par questionnaire**

Un questionnaire structuré a été administré aux foyers, comprenant six sections : les caractéristiques sociodémographiques (nombre de membres du foyer, niveau d'éducation, émigration...), le revenu et les activités économiques, l'accès et la gestion des terrains ; l'évaluation de la CST ; les relations sociales et les mésententes, l'accès aux services communautaires (éducation, santé, eau).

### **2.6.2. Entretiens semi-structurés**

Un guide d'entretien a servi à explorer plus en détail les processus de perte de terres, les changements dans la gouvernance traditionnelle, le rôle des dignitaires locaux, l'intégration des migrants dans l'économie locale et la vision du développement apporté par la CST.

### **2.6.3. Observations directes**

De nombreuses observations ont été effectuées sur les marchés ruraux, les chantiers, les routes d'accès au site, dans les zones résidentielles récemment établies autour de l'usine et sur les terrains agricoles adjacents. L'observation a rendu possible l'analyse des dynamiques spatiales effectives (flux, densification, mobilité).

### **2.6.4. Analyse documentaire**

Parmi les références examinées figurent les statistiques démographiques et économiques locales (INSEED ; 2020), les informations internes concernant l'emploi et les superficies (CST ; 2023), les indices socio-économiques (PNUD ; 2021), ainsi que les recherches universitaires et publications liées aux agro-industries.

## **2.7. Traitement et analyse des données**

### **2.7.1. Analyse quantitative**

Le logiciel SPSS a été utilisé pour collecter et traiter les données.

### **2.7.2. Analyse qualitative**

Une analyse thématique a été effectuée : l'identification des unités de signification, la catégorisation (terrain, travail, conflits sociaux, styles de vie), l'interprétation des incohérences entre les discours et les données quantitatives.



### **2.7.3. Triangulation**

La garantie de la cohérence des données est fondée sur la triangulation des entretiens, des statistiques et des observations directes.

### **2.8. Validité, limites et considérations éthiques**

L'évaluation réalisée s'est fondée sur une approche méthodologique conçue pour assurer la robustesse et la fiabilité des données collectées. Pour accroître la fiabilité des résultats, diverses stratégies additionnelles ont été mises en œuvre. L'approche de triangulation des sources a facilité la mise en corrélation des informations provenant de divers informateurs, garantissant ainsi une plus grande cohérence dans les observations et minimisant les risques de biais. De plus, l'interrogation d'un éventail diversifié d'acteurs a permis d'obtenir une vue d'ensemble plus complète des dynamiques existantes, en tenant compte de la variété des points de vue observés au sein des communautés impliquées. Finalement, une validation informelle au sein de la communauté a été effectuée auprès des dirigeants de village, ce qui a permis de mettre en perspective les conclusions initiales avec la réalité locale et d'authentifier la pertinence des analyses proposées.

En dépit de cette exigence de précision, quelques contraintes ont inévitablement limité l'étendue de l'étude. Quelques employés saisonniers, redoutant des conséquences sur leur poste ou désireux d'éviter toute exposition publique, ont fait preuve de réserve lorsqu'il s'est agi de discuter de leurs conditions professionnelles. Ce facteur a pu limiter l'accès à des renseignements spécifiques concernant certains sujets délicats. En outre, le manque de données publiques récentes sur la CST a limité la possibilité d'effectuer des comparaisons avec des références officielles mises à jour. Finalement, les tensions liées aux litiges fonciers ont amené certains intervenants à adopter une posture prudente dans leurs réactions, restreignant parfois la profondeur des discussions.

L'intégralité du processus d'enquête a été menée en adhérant rigoureusement aux principes éthiques liés aux recherches sociales. Un consentement libre et éclairé a été accordé à tous les participants, suite à une explication précise des buts, des méthodes et de l'utilisation des données recueillies. Nous avons toujours assuré l'anonymat des participants pour préserver leur identité et encourager une participation sans crainte. En outre, nous avons demandé et obtenu les autorisations nécessaires auprès des chefs de village avant le commencement des activités sur le terrain, garantissant ainsi une approche respectueuse des autorités locales et des dynamiques communautaires.

### **3. Résultats**

Cette partie met en évidence les résultats majeurs de l'étude, structurés en segments thématiques. Afin de maintenir une clarté scientifique élevée, chaque donnée quantitative est uniquement présentée dans un tableau, accompagnée d'une analyse approfondie incluant des aspects qualitatifs collectés lors des interviews.



### 3.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages

**Tableau 1. Composition sociodémographique des foyers interrogés (N = 80)**

Variables	Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
Taille moyenne des ménages	6 à 12 personnes	58	72%
	> 12 personnes	14	18%
	< 6 personnes	8	10%
	<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>
Chef de ménage	Homme	63	78,70%
	Femme	17	21,30%
	<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>
Niveau d'instruction du chef de ménage	Aucun	35	43,70%
	Primaire	25	31,30%
	Secondaire	15	18,70%
	Supérieur	5	6,30%
	<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>
Origine du ménage	Autochtone	48	60%
	Migrant (autres provinces)	32	40%
	<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

La plupart des foyers sont de grande envergure, ce qui est le reflet de la configuration familiale courante dans les régions rurales du Soudan où le travail agricole se fait principalement au sein de la famille. La prédominance masculine parmi les chefs de ménage (78,7 %) indique une structure patrilinéaire traditionnelle, cependant la présence significative de femmes en tant que cheffes de ménage (21,3 %) met en évidence un changement social associé à l'emploi salarié (veuves, divorcées, femmes de travailleurs migrants).

L'intégration de la CST sur le marché du travail est fortement influencée par l'éducation insuffisante : les emplois les plus lucratifs demeurent hors de portée pour une grande partie des individus. Le fait que 40 % des ménages soient migrants souligne que la CST est un centre d'attraction économique interrégional.

### 3.2. Activités économiques des ménages

**Tableau 2. Activité principale du chef de ménage**

Activité principale	Effectif	Pourcentage (%)
Agriculteur (culture vivrière)	33	41,20%
Travailleur saisonnier CST	22	27,50%
Travailleur permanent CST	9	11,30%
Commerçant	8	10%
Transporteur (moto, tricycle)	5	6,30%
Autres (ménages sans activité stable)	3	3,70%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

L'agriculture demeure le principal secteur d'activité, mais elle ne compte pas plus de la moitié des chefs de ménage (41,2 %). Cela indique un commencement de délaissement de l'agriculture familiale en faveur de l'emploi industriel. L'industrie du sucre emploie 38,8% des chefs de ménage (travailleurs saisonniers et permanents), ce qui souligne le rôle essentiel de la CST en tant que moteur d'emploi.

Cependant, les entretiens mettent en lumière une instabilité prononcée chez les saisonniers, dont les revenus fluctuent, ainsi qu'une dépendance grandissante à un « modèle de rémunération incertain ». Le développement du commerce informel (10 %) autour de la demande des travailleurs témoigne d'une économie secondaire induite.

### 3.3. Sources de revenu et dépendance économique

**Tableau 3. Principales sources de revenu des ménages**

Source de revenu	Effectif	Pourcentage (%)
Salaire CST (saisonnier + permanent)	42	52,50%
Agriculture vivrière	21	26,30%
Commerce (marchés locaux)	10	12,50%
Transports / services	5	6,30%
Aide familiale / transferts	2	2,40%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

La majorité des ménages dépend principalement du revenu de la CST. Cette dépendance illustre la mutation d'une économie agricole diversifiée vers une économie spécialisée axée sur la culture de la canne à sucre. Les bénéfices générés par l'agriculture sont désormais considérés comme secondaires (26,3 %), une tendance qui se reflète également dans les observations de terrain (parcelles de dimensions réduites, abandon partiel des cultures traditionnelles).

Cette dépendance rend les ménages vulnérables, car leurs revenus varient directement en fonction de la demande de travail saisonnière. Dans la situation présente, l'économie locale paraît fortement vulnérable à une crise de la CST.

### 3.4. Accès à la terre et mutations foncières

**Tableau 4. Situation foncière des ménages**

Situation foncière	Effectif	Pourcentage (%)
Propriétaire coutumier	28	35%
Exploitant sans titre (coutume)	30	37,50%
Locataire ou emprunteur de terres	14	17,50%
Sans accès à la terre	8	10%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

72,5 % des ménages sont propriétaires et exploitants coutumiers, cependant les interviews indiquent que ces droits ont été affaiblis depuis l'introduction de la CST. Il est particulièrement préoccupant que 10 % des foyers n'ont plus d'accès à la terre, surtout dans une région où l'agriculture a toujours été prépondérante. Cette perte de terres affecte principalement les femmes et les migrants. Le phénomène de location ou d'emprunt (17,5%) traduit l'accroissement des tensions et du « marché informel du foncier », qui était auparavant presque inexistant.

**Tableau 5. Superficie agricole perdue au profit de la CST**

Superficie perdue	Nombre de ménages concernés	Pourcentage des ménages concernés (%)
< 1 hectare	12	26,10%
1 à 3 hectares	18	39,10%
> 3 hectares	16	34,80%
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>100%</b>

Plus de 46 sur 80 foyers (57,5 %) rapportent avoir subi une perte partielle de leurs terres en raison de l'extension du périmètre sucrier. Sur ces derniers, 39,1 % ont subi une perte de 1 à 3 hectares tandis que 34,8 % ont perdu plus de 3 hectares, ce qui nuit considérablement à leur capacité de produire des denrées alimentaires.

Les témoignages qualitatifs révèlent que les processus de compensation sont considérés comme manquants de transparences, inadéquates ou absentes. Les responsables de lignage expriment leur mécontentement face à la diminution de leur pouvoir dans l'administration des terres.

### 3.5. Relations sociales et tensions communautaires

**Tableau 6. Types de conflits fonciers ou sociaux rapportés**

Type de conflit	Effectif	Pourcentage (%)
Conflits liés aux limites de parcelles	25	31,30%
Conflits autochtones – migrants	18	22,50%
Conflits autochtones – CST	15	18,70%
Conflits entre éleveurs et cultivateurs	12	15,00%
Autres (héritage, litiges familiaux)	10	12,50%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

Les litiges relatifs à la propriété foncière sont prépondérants (31,3 %). La concurrence pour les ressources s'intensifie, comme le démontre la hausse de 22,5 % des conflits entre autochtones et migrants, alimentée par l'arrivée de travailleurs séduits par la CST. Les désaccords entre les populations autochtones et la CST (18,7 %) concernent principalement l'insuffisance des compensations, la décision prise sans consultation et la disparition des terres cultivables. L'effritement du lien social traditionnel est un point qui revient fréquemment lors des entretiens.

### 3.6. Modes de vie, urbanisation et accès aux services sociaux

**Tableau 7. Perception de l'évolution de l'habitat et des infrastructures**

Évolution observée	Nombre de ménages	Pourcentage (%)
Amélioration des routes	52	65%
Développement du marché local	48	60%
Hausse du coût de la vie	44	55%
Saturation des habitations	30	37,50%
Insuffisance des infrastructures scolaires	28	35%

Il est largement admis que l'amélioration des infrastructures (routes, marché) découle indirectement de la création d'une sucrerie. Cependant, ces actions ont des répercussions non souhaitées : hausse du coût de la vie (55 %), pression sur le marché immobilier (37,5 %), saturation des institutions éducatives (35 %). La zone de Banda connaît une urbanisation désordonnée.

### 3.7. Emploi dans la CST et effets socio-économiques

Tableau 8. Répartition des employés CST parmi les enquêtés

Statut d'emploi	Effectif	Pourcentage (%)
Saisonniers	22	27,50%
Permanents	9	11,30%
Non employés	49	61,20%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

Bien que la majorité des ménages ne comptent pas de salarié de la CST chez eux, ils bénéficient néanmoins indirectement de son économie. Le fait que 73% de l'effectif temporaire soit constitué de travailleurs saisonniers, qui sont particulièrement vulnérables, représente une faiblesse structurelle. Le taux d'employés permanents reste très faible (11,3 %).

### 3.8. Scolarisation et évolution socio-éducative

Tableau 9. Taux de scolarisation des enfants par village

Village	Taux en 2000	Taux en 2020	Progression
Banda	47%	72%	+25 points
<b>Camp Maré</b>	43%	67%	+24 points
<b>Maimanan</b>	39%	63%	+24 points
<b>Congo Sara</b>	32%	58%	+26 points

La CST a indirectement favorisé l'augmentation de la scolarisation en construisant des salles de classe, en menant des campagnes sociales et en attirant des travailleurs qui valorisent l'éducation. Toutefois, les infrastructures se révèlent être inadéquates face à l'expansion démographique.

### 3.9. Perception globale de la CST

Tableau 10. Perception des ménages concernant les effets de la CST

Perception	Effectif	Pourcentage (%)
Plutôt positive	30	37,50%
Mitigée	28	35%
Plutôt négative	22	27,50%
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>100%</b>

Une proportion significative (37,5 %) pense que la CST offre des opportunités. Néanmoins, 62,5 % ont une vision ambivalente ou défavorable, à cause des litiges de propriété, du faible niveau de rémunération et des disparités sociales. Ainsi, l'image de la CST est ambivalente.

#### **4. Discussion**

Les résultats révèlent des dynamiques socio-économiques et foncières significatives dans la région de Banda. L'objectif de cette conversation est d'analyser ces résultats en les mettant en perspective avec les cadres théoriques utilisés et les expériences recensées dans d'autres secteurs agro-industriels africains et internationaux. L'étude est structurée autour de quatre dimensions :

- L'impact socio-économique du modèle agro-industriel,
- Les restructurations foncières et la problématique de l'équité territoriale,
- Le changement des dynamiques communautaires et identitaires,
- Les contraintes et les zones d'ombre du développement engendré par la CST.

##### **4.1. Un modèle agro-industriel polarisé : entre opportunités et dépendance**

L'instauration de la CST à Banda correspond à la démarche définie par George et al. (1993), qui suggère que l'agro-industrie pourrait être un vecteur potentiel de développement local, en particulier grâce à la création d'emplois, l'amélioration des infrastructures et la stimulation des marchés. Les données indiquent que plus de 52 % des foyers génèrent à présent leur revenu principal grâce aux activités associées à la CST, soulignant son importance primordiale dans l'économie locale.

La prédominance des travailleurs saisonniers (27,5%) par rapport aux employés à temps plein (11,3%) souligne le caractère toujours précaire de l'emploi agricole, comme le démontrent les études menées dans les plantations de canne au Mozambique, au Kenya et au Malawi (Weis, 2010). Ces salariés n'ont pas de perspectives professionnelles ni de protection sociale, et leurs rémunérations fluctuent selon les cycles de production. Cette instabilité entraîne une turbulence au niveau des ménages, une difficulté à anticiper les investissements, une dépendance accrue vis-à-vis du secteur industriel et une sensibilité exacerbée aux fluctuations économiques.

L'économie rurale diversifiée est progressivement transformée en une économie axée sur la canne à sucre, liée à la dépendance du travail salarié dans l'industrie, un phénomène qui a également été observé dans d'autres contextes africains (Perfecto et al., 2009).

La CST favorise les activités connexes : le commerce, le transport et la restauration. Les foyers engagés dans ces domaines (12,5 % pour le commerce, 6,3 % pour les transports) attestent de l'émergence d'une économie induite.

Toutefois, cette diversification est factice, puisqu'elle repose entièrement sur le pouvoir d'achat créé par la CST. On observe ce phénomène dans d'autres régions de culture (Cameroun, Éthiopie), où les villages commerciaux établis autour d'usines agro-industrielles se voient affaiblis dès que la production décroît (Vanclay, 2003).

#### **4.2. Recomposition foncière : une dynamique de dépossession progressive**

Le point le plus controversé de l'étude est la question foncière. L'analyse indique que 57,5 % des foyers ont cédé des terres à la CST, et une proportion importante de ces pertes est significative (34,8 % ont perdu plus de 3 hectares). Cette observation s'aligne avec la dynamique mentionnée par Bertrand (1968) en ce qui concerne les transformations spatiales induites par l'agro-industrie : la concentration des terres autour d'un acteur économique dominant entraîne une marginalisation graduelle des petits producteurs. Les ménages constatent une réduction de leurs superficies agricoles, réduisent leur capacité de production de nourriture, modifient leurs stratégies économiques (privilégient le travail salarié) et se querellent pour les dernières parcelles disponibles.

L'accroissement de la proportion de locataires ou de ceux qui empruntent des terres (17,5 %) indique un glissement vers un marché foncier non réglementé. 31,3 % des contentieux signalés concernent les disputes foncières. Les affrontements entre autochtones et migrants, représentant près de 22,5%, illustrent l'impact démographique résultant de l'afflux considérable d'une main-d'œuvre étrangère. Ce phénomène est similaire aux dynamiques détectées dans les zones sucrières de Zambie et du Kenya, où les migrations économiques engendrent des frictions entre les communautés traditionnelles et les nouveaux venus (PNUD, 2021).

Les leaders traditionnels, qui étaient autrefois les garants du contrôle foncier, ont vu leur pouvoir être contourné par les processus d'attribution de la terre à la CST. Les interviews mettent en évidence un ressentiment intense et une impression d'expropriation silencieuse.

L'étude des conflits entre les droits traditionnels et les décisions gouvernementales fait écho aux travaux de Vanclay (2003) concernant les conflits de légitimité dans les régions d'industrialisation agricole.

#### **4.3. Transformations sociales, identitaires et spatiales : une recomposition complexe**

L'introduction de la CST a entraîné une mutation rapide des structures sociales et des façons de vivre.

Les conclusions indiquent une progression des infrastructures, l'apparition d'un habitat semi-urbain, un marché local plus dynamique et une tension croissante sur les établissements scolaires et les services sociaux.

Cela correspond à ce que les théories géographiques appellent la « polarisation territoriale » (George et al., 1993), un processus où l'activité économique se regroupe autour d'un centre principal, au détriment des zones périphériques. Ainsi, Koutou, Doyon et Bessada apparaissent comme des zones périphériques rattachées au centre de Banda. Le travail salarié a entraîné de nombreuses modifications :



- De plus en plus de femmes se lancent dans le secteur commercial et les professions de service, ce qui transforme leur statut économique.
- Les jeunes privilégient l'emploi salarié à l'agriculture familiale, ce qui engendre une cassure intergénérationnelle.
- Les migrants introduisent de nouvelles traditions culturelles et économiques.

Cette recomposition identitaire est connue dans les zones d'implantation agro-industrielle : elle traduit une « hybridation socio-territoriale » caractéristique des systèmes agricoles en transition (Perfecto et al., 2009).

#### **4.4. Une perception contrastée : entre bénéfices visibles et coûts invisibles**

La perception de la CST est généralement partagée : 37,5 % sont en faveur, 35 % sont neutres et 27,5 % sont opposés.

Parmi les avantages constatés, on note une meilleure qualité des infrastructures routières, l'expansion variée des commerces, une hausse significative du taux de scolarisation ainsi qu'une augmentation des perspectives d'emploi.

Sur le plan socio-économique, on observe une instabilité des salaires, un détournement de terres, des conflits communautaires, une augmentation du coût de la vie et une saturation des structures sociales.

Ces incohérences soutiennent les constatations faites dans les plantations de canne à sucre en Afrique de l'Est, où le progrès agro-industriel fusionne expansion économique et exacerbation des disparités locales (Weis, 2010).

#### **4.5. Enjeux pour un développement durable et équitable**

La CST opère principalement sur un plan économique, tandis que les collectivités locales manquent d'instruments pour gérer les conséquences socio-spatiales. L'absence de planification se manifeste par une urbanisation désordonnée, une surpopulation dans les écoles et un déficit de logements. Dans la plupart des situations, les compensations sont considérées comme inadéquates ou absentes. Le manque de procédures établies aggrave la marginalisation des petits producteurs.

Une économie locale excessivement dépendante d'un seul intervenant accroît la susceptibilité du territoire, un phénomène largement étudié dans les systèmes de culture (Vanclay, 2003).

### **Conclusion**

L'analyse des effets socio-économiques et fonciers de la culture de la canne à sucre dans le canton Banda révèle des transformations profondes et multidimensionnelles, incorporées dans un processus plus large de réorganisation des espaces ruraux en Afrique subsaharienne. La Compagnie Sucrière du Tchad (CST) se positionne comme un agent de transformation puissant, générant simultanément des opportunités et des vulnérabilités.

D'un point de vue économique, la CST a sans aucun doute stimulé la région en créant des postes de travail, en revitalisant le commerce et en encourageant

l'apparition d'un réseau de services relié au fonctionnement du complexe agro-industriel. L'entreprise occupe une position centrale dans l'économie locale, avec plus de la moitié des ménages qui en dépendent directement ou indirectement pour leurs revenus. Le processus d'urbanisation croissante de Banda, l'amélioration des infrastructures et l'augmentation du taux d'inscription scolaire représentent des modifications structurelles notées dans les zones influencées par la CST.

D'un autre point de vue, ces changements entraînent des coûts socio-spatiaux importants. L'agriculture industrialisée a provoqué une dégradation significative des terres arables, une vulnérabilité accrue du régime foncier coutumier et une exacerbation des conflits associés à la répartition des ressources. L'augmentation du coût de la vie, l'instabilité des travailleurs saisonniers, les tensions entre autochtones et migrants ainsi que l'expansion du marché foncier informel révèlent les insuffisances d'un modèle agro-industriel qui n'est pas suffisamment aligné aux réalités sociales et institutionnelles locales.

L'ambivalence des effets observés confirme les théories de la transition agricole (Vanclay, 2003), qui soutiennent que sans une gouvernance équitable, les agro-industries ont tendance à exacerber les disparités. L'observation d'une polarisation régionale centrée sur Banda, qui privilégie le pôle industriel au détriment des villages alentours, souligne la nécessité d'un schéma de planification spatiale plus englobant.

Le problème foncier paraît être le centre de gravité autour duquel se cristallisent les tensions les plus vives. L'élimination des sols cultivables constitue une menace imminente pour la sécurité alimentaire locale, tout en mettant en péril la pérennité des coutumes communautaires. L'absence de mécanismes de compensation clairs et la diminution de l'autorité des dirigeants traditionnels contribuent à un effritement progressif du lien social.

Plusieurs approches d'intervention émergent pour faire face à ces défis :

- Établir une gouvernance foncière participative qui implique les autorités administratives, coutumières, CST et les organisations de la communauté.
- Améliorer les systèmes de compensation foncière, en garantissant leur transparence, leur justice et leur adéquation aux exigences des foyers touchés.
- Encourager des approches de diversification économique, dans le but de diminuer la dépendance à l'emploi industriel et d'accroître la résilience locale.
- Prévoir le développement urbain de Banda en tenant compte des exigences relatives au logement, à l'éducation, aux installations sanitaires et à l'approvisionnement en eau potable.

- Encourager le dialogue social afin d'atténuer les frictions entre les populations locales et les migrants, tout en renforçant les liens entre la CST et les communautés.

Au final, le cas de Banda illustre parfaitement les contradictions du développement agro-industriel : un domaine générateur de croissance, mais susceptible de produire des disparités durables sans une régulation appropriée. L'avenir du canton repose sur la compétence des intervenants à établir un modèle territorial équilibré, apte à harmoniser production de sucre, justice sociale et pérennité foncière.

### **Références bibliographiques**

- Bertrand, G. (1968). *Paysage et géographie physique globale : Esquisse méthodologique*. Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, 39(3), 249–272.
- Cabot, J. (1972). *Climat et agriculture au Tchad méridional*. N'Djamena: CNAR.
- FAO. (2017). *Irrigation and crop water requirements: Guidelines for tropical crops*. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- George, P., Guglielmo, R., & Kayser, B. (1993). *L'environnement : Approche géographique et sociale*. Paris : Masson.
- INSEED. (2020). *Annuaire statistique du Tchad 2020*. N'Djamena : Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques.
- Perfecto, I., Vandermeer, J., & Wright, A. (2009). *Nature's matrix: Linking agriculture, conservation and food sovereignty*. Londres : Earthscan.
- PNUD. (2021). *Rapport sur le développement humain au Tchad : Défis et perspectives*. N'Djamena : Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Vanclay, F. (2003). Conceptual and methodological advances in social impact assessment. *Environmental Impact Assessment Review*, 23(1), 5–29.
- Weis, T. (2010). *The global food economy: The battle for the future of farming*. Londres : Zed Books.